ESSENTIELLE
ACCESIBLE
UNIVERSELLE

L'eau au Canada : un droit inaliénable

Sandra Sanchez
Responsable du Comité Solidarité-Partage - OFSJ

Plan

- Examen Périodique Universel (EPU)
- Forum politique de haut niveau des Nations Unies (FPHN)
- Réponse du Canada aux recommandations reçues lors de l'EPU
- Conclusion

Le droit à l'EAU:

- approvisionnement
- un coût abordable

Le droit à l'assainissement:

- physiquement et économiquement accessible

Examen Périodique Universel (EPU)

c'est quoi?

Reddition de comptes d'un État membre des Nations Unies sur sa façon de s'acquitter de ses obligations internationales en matière de droits de la personne.

Le Canada a participé à la création du processus de l'EPU.

Quoi en souffrance?

- Canada: 9 % des ressources en eau renouvelables de la planète
- Les Grands lacs représentent la plus grande superficie d'eau douce à l'échelle mondiale.
- Le lac Winnipeg, situé au Manitoba, est le dixième réservoir d'eau douce du monde.
- Il n'y actuellement aucune politique nationale de protection de l'eau spécifique au Canada.

L'union fait la force

- SIAF
- Franciscans International (FI)
- Comité SIAF –EPU

Le fruit du travail du Comité est un mémoire intitulé *L'eau au Canada : un droit inaliénable*

Problématique	Conséquences
Le Règlement sur les effluents des mines	❖ qualité et accès à l'eau au Canada ❖ perturbation des écosystèmes ❖ menaces pour la santé ❖ l'industrie extractive bénéficie d'un accès privilégié à l'eau potable

Problématique	Conséquences
➢Loi sur la protection des eaux navigables	99% des plans d'eau ne sont plus protégés par la Loi sur la protection des eaux navigables
➢Loi sur les pêches	depuis novembre 2013, seulement les poissons utiles à la pêche sont protégés.
➢Loi canadienne sur l'évaluation Environnementale	La Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012) : « projets désignés ».

Problématique	Conséquences
L’accès des Premières Nations à l’eau potable et à l’assainissement n’est pas garanti dans les faits par les autorités fédérales	Certaines communautés des Premières Nations n’ont toujours pas accès à l’eau potable et aux services d’assainissement. La loi sur la salubrité de l’eau potable des Premières Nations fut abrogée par l’Assemblée des Premières Nations

Nos recommandations

Le Service intercommunautaire d'animation franciscaine et *Franciscans International* recommandent que le Canada :

- Garantisse l'approvisionnement en eau propre et potable pour tous les citoyens, incluant les Premières Nations
- Établisse et adopte des dispositions législatives et que ces lois garantissent une gestion durable de l'eau

Pré-sessions

Pour:

- ✓ que les organisations de la société civile portent leurs connaissances et leur expérience à l'attention de la communauté internationale,
- ✓ amplifier la voix des défenseurs des droits humains,
- ✓ fournir des informations concrètes aux États examinateurs par des témoignages directs.

Elles sont considérées la plus large plateforme au monde de plaidoyer en matière de droits humains.

Pré-sessions: Genève 2018

Activités de plaidoyer

Pré-session Canada 2018

Mme Monette Maillet, Commission canadienne des droits de la personne

Mme Harriet McLachlan, Canada sans pauvreté

Mona M'Bikay, UPR Info

Mme Shalini Konanur, *Asian Legal Clinic*

Mme Cindy Blackstock, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada

Mme Amanda Dale, *Barbra Schlifer Commemorative Clinic*

Pré-session Canada 2018

Rosemary McCarney

Lorraine Anderson

Troisième Examen périodique universel du Canada, 11 mai 2018

- la délégation du Canada a été conduite par Jody Wilson-Raybould, Ministre de la Justice et procureur général du Canada.

- Recommandations au sujet de l'eau: la Croatie, la France, l'Allemagne

Objectifs dé développement durable (ODD)

- En 2015, le Canada et les autres États membres des Nations Unies se sont engagés à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

- 17 objectifs de développement durable en vue **d'éradiquer la pauvreté, de protéger la planète et de garantir la prospérité pour tous**.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
1 PAS DE PAUVRETÉ
2 FAIM «ZÉRO»
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Forum politique de haut niveau des Nations Unies (FPHN)

- permet d'analyser les succès et les défis dans l'atteinte des Objectifs.
- Examen national volontaire : plateforme importante qui permet aux pays de mettre en valeur leurs progrès dans la mise en œuvre des objectifs.
- Le Canada a présenté son premier Examen National Volontaire.

OBJECTIF 6: EAU PROPE ET ASSAINESSEMENT

- Garantir
- Assurer
- Contrôler
- Éviter
- Améliorer
- Sensibiliser

Examen National Volontaire Canada – 17 juillet 2018

Examen National Volontaire Canada – 17 juillet 2018

Priorités du gouvernement :

- la croissance économique
- le renforcement de la classe moyenne
- la réduction de la pauvreté
- l'égalité entre les sexes
- la réconciliation avec les peuples autochtones
- l'autonomisation des femmes et des filles.

Aucune mention au sujet des mesures concrètes pour protéger l'environnement au Canada.

Quelques faits…

- Plus de 125 délégués des pays
- 46 pays présentent leur Examen National
- 125 activités organisées par des groupes de la société civile
- Plus de 2200 participants

Adoption du rapport EPU Canada – 20 septembre 2018

- La délégation du Canada a été dirigée par Rosemary McCarney, ambassadrice et représentante permanente du Canada auprès des Nations Unies à Genève

- Le SIAF et *Franciscans International* ont interpellé à nouveau le Canada

- Réponse du Canada aux 275 recommandations reçues

- Le Canada signale qu'il accepte 208 recommandations, en entier ou en partie.

Au sujet de l'Eau

- Avant l'EPU: le gouvernement du Canada s'engage à mettre fin à tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable des réseaux publics dans les réserves d'ici le mois de mars 2021.

- 4 recommandations acceptées:
  - Les gouvernements poursuivront leurs efforts afin d'améliorer la prestation et la qualité des services pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis

Conclusion

- Il est impératif de continuer à travailler pour que le manque d'eau qui concerne plus de 40 % de la population mondiale cesse d'augmenter

- C'est vraiment le moment de poursuivre nos engagements et nos actions concrètes pour un avenir durable pour TOUS